



SNCF RÉSEAU  
INGÉNIERIE & PROJETS MANCHE NORD  
Agence NORD PAS DE CALAIS – PICARDIE  
Tour de LILLE  
100 Boulevard de Turin  
59777 EURALILLE

*SPE*

Affaire suivie par : JY GRARD  
Tél. : 03 59 52 95 95  
Tél portable : 06 10 32 06 22  
Mél : jean-yves.grard@reseau.sncf.fr

Gourrier arrivé

14 NOV. 2017

DDTM du Nord / S&E

Au Service Environnement  
Direction départementale des territoires et de  
la mer  
62, boulevard de Belfort  
CS 90007  
59042 Lille cedex

Lille, le 10/11/2017

N/Réf : AI&P NPCP/JYG/desserte ferroviaire/00328\_17  
A/R : 1A 138 649 9016 5  
V/Réf :

**Objet** : Projet de desserte ferroviaire sur le Valenciennois – Mise en place de 3 piézomètres

Monsieur,

Dans le cadre du Contrat de Projet Etat-Région 2015-2020 l'Etat et la Région Les Hauts de France, ont souhaité financer les études portant sur l'amélioration de la desserte TER entre Lille, Valenciennes, le Val de Sambre et l'Avesnois.

A ce titre, je vous transmets ci-joints en 3 exemplaires, le dossier de déclaration au titre des articles L.214-1 à L.214-6 du code de l'environnement qui reprend la mise en place de 3 piézomètres sur les communes de Anzin et Valenciennes.

Vous remerciant de l'attention portée à ce courrier, je vous prie de croire, Monsieur, en l'assurance de ma considération distinguée,

Jean-Yves GRARD  
Directeur d'Opération

**SPE 59 / REÇU LE**  
14 NOV. 2017  
N° 1504





PRÉFET DU NORD

RECEPISSE DE DÉPÔT DE DOSSIER DE DECLARATION  
CONCERNANT  
LA MISE EN PLACE DE 3 PIEZOMETRES  
RUE DES DEPORTES ET RUE JEAN JAURES SUR LA COMMUNE d'ANZIN  
ET CHEMIN DU NOIR MOUTON SUR LA COMMUNE DE VALENCIENNES

DOSSIER N° 59-2017-00182  
LE PRÉFET DE RÉGION HAUTS-DE-FRANCE  
Le préfet du NORD

Officier de l'Ordre national du mérite

Officier de la Légion d'honneur

***ATTENTION : CE RECEPISSE ATTESTE DE L'ENREGISTREMENT DE VOTRE DEMANDE MAIS  
N'AUTORISE PAS LE DEMARRAGE IMMEDIAT DES TRAVAUX.***

VU le code de l'environnement, et notamment les articles L. 211-1, L. 214-1 à L. 214-6 et R. 214-1 à R. 214-56 ;

VU le dossier de déclaration déposé au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement considéré complet en date du 14 novembre 2017, présenté par SNCF Réseau, enregistré sous le n° 59-2017-00182 et relatif à : LA MISE EN PLACE DE 3 PIEZOMETRES RUE DES DEPORTES ET RUE JEAN JAURES SUR LA COMMUNE D'ANZIN ET CHEMIN DU NOIR MOUTON SUR LA COMMUNE DE VALENCIENNES ;

donne récépissé du dépôt de sa déclaration au pétitionnaire suivant :

**SNCF Réseau  
DIRECTION INGENIERIE ET PROJETS MANCHE NORD  
Agence Nord Pas de Calais Picardie  
Tour de Lille – 100, bd de Turin  
59777 EURALILLE**

concernant :

**LA MISE EN PLACE DE 3 PIEZOMETRES  
RUE DES DEPORTES ET RUE JEAN JAURES  
ET CHEMIN DU NOIR MONTON**

dont la réalisation est prévue, respectivement, dans les communes d'ANZIN et VALENCIENNES.

Les ouvrages constitutifs à ces aménagements rentrent dans la nomenclature des opérations soumises à déclaration au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement. La rubrique du tableau de l'article R. 214-1 du code de l'environnement concernée est la suivante :

| Rubrique | Intitulé   | Régime      | Arrêtés de prescriptions générales correspondant |
|----------|--|-------------|--|
| 1.1.1.0  | Sondage, forage y compris les essais de pompage, création de puits ou d'ouvrage souterrain, non destiné à un usage domestique, exécuté en vue de la recherche ou de la surveillance d'eaux souterraines ou en vue d'effectuer un prélèvement temporaire ou permanent dans les eaux souterraines y compris dans les nappes d'accompagnement de cours d'eau. (D) | Déclaration | Arrêté du 11 septembre 2003                      |

Le déclarant devra respecter les prescriptions générales définies dans les arrêtés dont les références sont indiquées dans le tableau ci-dessus et qui sont joints au présent récépissé.

**Le déclarant ne peut pas débiter les travaux avant le 14 janvier 2018**, correspondant au délai de deux mois à compter de la date de réception du dossier de déclaration complet durant lequel il peut être fait une éventuelle opposition motivée à la déclaration par l'administration, conformément à l'article R. 214-35 du code de l'environnement.

**Au cas où le déclarant ne respecterait pas ce délai**, il s'exposerait à une amende pour une contravention de 5<sup>ème</sup> classe d'un montant maximum de 1 500 euros pour les personnes physiques. Pour les personnes morales, ce montant est multiplié par 5.

Durant ce délai, il peut être demandé des compléments au déclarant si le dossier n'est pas jugé régulier, il peut être fait opposition à cette déclaration, ou des prescriptions particulières éventuelles peuvent être établies sur lesquelles le déclarant sera alors saisi pour présenter ses observations.

Dans ce cas, si vous entendez contester la décision d'opposition tacite, vous devez, préalablement à tout recours contentieux, saisir le préfet d'un recours gracieux, dans un délai de 2 mois à compter de la date à laquelle est née la décision d'opposition tacite, conformément à l'article R.214-36 du code de l'environnement.

En l'absence de suite donnée par le service police de l'eau à l'échéance de ce délai de 2 mois, le présent récépissé vaut accord tacite de déclaration.

À cette échéance, conformément à l'article R.214-37, copies de la déclaration et de ce récépissé seront alors adressées aux mairies d' ANZIN et de VALENCIENNES où cette opération doit être réalisée, pour affichage et mise à disposition pendant une durée minimale d'un mois pour information.

Ces documents seront mis à disposition du public sur le site internet de la préfecture du NORD durant une période d'au moins six mois.

Conformément à l'article L.514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Lille dans les délais prévus à l'article R.514-3-1 du même code :

- 1° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions ;
- 2° Par le demandeur, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée.

Le service de police de l'eau devra être averti de la date de début des travaux ainsi que de la date d'achèvement des ouvrages et, le cas échéant, de la date de mise en service.

En application de l'article R. 214-40-3 du code de l'environnement, la mise en service de l'installation, la construction des ouvrages, l'exécution des travaux, et l'exercice de l'activité objets de votre déclaration, doivent intervenir dans un délai de 3 ans à compter de la date du présent récépissé, à défaut de quoi votre déclaration sera caduque.

En cas de demande de prorogation de délai, dûment justifiée, celle-ci sera adressée au préfet au plus tard deux mois avant l'échéance ci-dessus.

Les ouvrages, les travaux et les conditions de réalisation et d'exploitation doivent être conformes au dossier déposé.

L'inobservation des dispositions figurant dans le dossier déposé ainsi que celles contenues dans les prescriptions générales annexées au présent récépissé, pourra entraîner l'application des sanctions prévues à l'article R. 216-12 du code de l'environnement.

En application de l'article R. 214-40 du code de l'environnement, toute modification apportée aux ouvrages, installations, à leur mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, à l'exercice des activités ou à leur voisinage et entraînant un changement notable des éléments du dossier de déclaration initiale doit être porté, **avant réalisation** à la connaissance du préfet qui peut exiger une nouvelle déclaration.

Les agents mentionnés à l'article L. 216-3 du code de l'environnement et notamment ceux chargés de la police de l'eau et des milieux aquatiques auront libre accès aux installations objet de la déclaration dans les conditions définies par le code de l'environnement, dans le cadre d'une recherche d'infraction.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Le présent récépissé ne dispense en aucun cas le déclarant de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

À LILLE, le

21 NOV. 2017

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Chef de l'Unité Police de l'Eau,

Lionel STANISLAVE

**PJ : liste des arrêtés de prescriptions générales**

Les informations recueillies font l'objet d'un traitement informatique destiné à l'instruction de votre dossier par les agents chargés de la police de l'eau en application du code de l'environnement. Conformément à la loi « informatique et liberté » du 6 janvier 1978, vous bénéficiez d'un droit d'accès et de rectification des informations qui vous concernent. Si vous désirez exercer ce droit et obtenir une communication des informations vous concernant, veuillez adresser un courrier au guichet unique de police de l'eau où vous avez déposé votre dossier.

PRÉFET DU NORD

Direction départementale  
des territoires et de la mer

Service eau environnement

Unité police de l'eau

250 RE

Monsieur le Directeur  
de SNCF Réseau – Direction Ingénierie et Projets  
Manche Nord  
Agence Nord-Pas-de-Calais Picardie  
Tour de Lille  
100, bd de Turin

59777 EURALILLE

Lille, le 27 FEV. 2018

Monsieur le Directeur,

Dans le cadre de l'instruction de votre dossier de déclaration au titre des articles L. 214-1 à L. 214-6 du code de l'environnement, enregistré sous le n° 59-2017-00182 concernant :

**« la mise en place de 3 piézomètres  
rue des déportés et rue Jean Jaurès à Anzin  
et Chemin du Noir Mouton à Valenciennes »**

pour lequel un récépissé vous a été délivré en date du 21 novembre 2017, je vous confirme que vous bénéficiez d'un accord tacite.

Cet accord est basé sur le dossier reçu le 14 novembre 2017.

Je vous rappelle l'obligation de satisfaire les prescriptions générales de l'arrêté du 11 septembre 2003.

L'Unité police de l'eau devra être averti **préalablement** de la date de début des travaux ainsi que de la date d'achèvement des ouvrages. Vous voudrez donc bien nous communiquer ces dates sur la base du modèle joint.

Copies du récépissé et de ce courrier seront adressés aux mairies d'Anzin et Valenciennes pour affichage pendant une durée minimale d'un mois. Ces deux documents seront mis à la disposition du public sur le site internet de la préfecture du Nord durant une période d'au moins six mois.

Conformément à l'article L.514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Lille dans les délais prévus à l'article R.514-3-1 du même code :

1° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions ;  
2° Par le demandeur, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée

.../...

La présente décision ne vaut qu'au titre I du livre deuxième du code de l'environnement et ne dispense pas le pétitionnaire d'obtenir les autorisations relatives aux autres réglementations (urbanisme, ...). Elle ne vous autorise pas non plus à intervenir sur le patrimoine des personnes publiques ou privées sans leur autorisation.

L'Unité Police de l'Eau, en charge de ce dossier, se tient à votre disposition pour tout renseignement complémentaire (tél. 03 28 03 84 21).

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Directeur, l'assurance de mes salutations distinguées.

Le Chef de l'Unité Police de l'Eau

Lionel STANISLAVE

Copie à la Délégation Territoriale du Valenciennois

**A ENVOYER IMPERATIVEMENT A L'UNITE POLICE DE L'EAU**

**SNCF RESEAU**

**« Mise en place de 3 piézomètres rue des déportés et rue Jean Jaurès à Anzin  
et Chemin du Noir Mouton à Valenciennes »**

**Dossier Loi sur l'Eau n°59-2017-00182**

- Le pétitionnaire ci-dessus dénommé déclare démarrer les travaux  
à la date du.....
  
- Le pétitionnaire ci-dessus dénommé déclare l'achèvement des ouvrages  
à la date du .....

**A retourner dûment complété à :**

◇ DDTM du Nord  
Service Eau Environnement – Unité Police de l'Eau  
62, boulevard de Belfort - CS 90007  
59042 LILLE cedex

PRÉFET DU NORD

Direction départementale  
des territoires et de la mer

Service eau environnement

Unité Police de l'eau

251/RE

Monsieur le Maire  
de la commune d'ANZIN  
26, place Roger Salengro  
BP 60098

59410 ANZIN

Lille, le

27 FEV. 2018

Monsieur le Maire,

Je vous prie de trouver sous ce pli, conformément à l'article R. 214-37 du code de l'environnement, un exemplaire du dossier de déclaration déposé par SNCF Réseau, en date du 14 novembre 2017, concernant l'opération suivante « mise en place de 3 plézomètres rue des déportés et rue Jean Jaurès à Anzin et Chemin du Noir Mouton à Valenciennes ».

Vous trouverez également, pour affichage en mairie durant une période de un (1) mois minimum, copie de la confirmation d'accord tacite de monsieur le Préfet concernant cette déclaration.

A l'issue de cet affichage, je vous saurais gré de bien vouloir me retourner un certificat d'affichage correspondant signé (à l'adresse indiquée ci-dessous).

L'Unité Police de l'Eau, en charge de ce dossier enregistré sous le n° 59-2017-00182, se tient à votre disposition pour tout renseignement complémentaire (tél. 03 28 03 84 21 – fax : 03 28 03 83 80).

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Maire, l'assurance de ma considération distinguée.

Le Chef de l'Unité Police de l'Eau

Lionel STANISLAVE

Copie à la Délégation Territoriale du Valenciennois





Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DU NORD

Direction départementale  
des territoires et de la mer

Service eau environnement

Unité Police de l'eau

252/PE

Monsieur le Maire  
de la commune de Valenciennes  
Place d'Armes  
BP 90339

59330 VALENCIENNES

Lille, le

27 FEV. 2018

Monsieur le Maire,

Je vous prie de trouver sous ce pli, conformément à l'article R. 214-37 du code de l'environnement, un exemplaire du dossier de déclaration déposé par SNCF Réseau, en date du 14 novembre 2017, concernant l'opération suivante « mise en place de 3 piézomètres rue des déportés et rue Jean Jaurès à Anzin et Chemin du Noir Mouton à Valenciennes ».

Vous trouverez également, pour affichage en mairie durant une période de un (1) mois minimum, copie de la confirmation d'accord tacite de monsieur le Préfet concernant cette déclaration.

A l'issue de cet affichage, je vous saurais gré de bien vouloir me retourner un certificat d'affichage correspondant signé (à l'adresse indiquée ci-dessous).

L'Unité Police de l'Eau, en charge de ce dossier enregistré sous le n° 59-2017-00182, se tient à votre disposition pour tout renseignement complémentaire (tél. 03 28 03 84 21 – fax : 03 28 03 83 80).

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Maire, l'assurance de ma considération distinguée.

Le Chef de l'Unité Police de l'Eau

Lionel STANISLAVE

Copie à la Délégation Territoriale du Valenciennois

Horaires d'ouverture : lundi au vendredi 8h-12h30 – 13h30-17h  
Tél. : 03 28 03 83 00 – fax : 03 28 03 83 0110  
62, boulevard de Belfort – CS 90007 - 59042 Lille cedex